

Plusieurs années se sont ainsi écoulées avant que le gouvernement ne commence à s'occuper de l'écart technologique que nous avons identifié dès 1970, et qu'il demande à des groupes de travail spécialisés de faire des études sectorielles de l'industrie manufacturières. Aucune mesure concrète n'a encore été prise à cet égard, le gouvernement et l'industrie attendant toujours les rapports des groupes d'étude!

Le Comité estime que le gouvernement devrait continuer à insister sur la présence des industriels au sein des groupes d'étude et sur leur participation à l'élaboration des stratégies sectorielles. Il s'est appuyé trop longtemps sur des politiques globales et définies par des bureaucrates dans l'isolement. Il est temps de prendre des mesures plus sélectives, afin de répondre à des buts sectoriels précis, identifiés par des personnes aux prises avec la réalité. Il est essentiel que le gouvernement s'assure une participation créatrice du secteur privé plutôt que de procéder à des consultations après coup. En outre, le ministère de l'Industrie et du Commerce devrait immédiatement mettre sur pied le Bureau de la réorganisation industrielle que nous recommandions en 1972, de façon à pouvoir passer à l'action rapidement lorsque les rapports des groupes d'études seront terminés.

David Mundy, président de l'Association de l'industrie aéronautique, a appuyé notre approche sectorielle, fondée sur la participation active de l'industrie. Voici ce qu'il a déclaré:

«Il nous faut repenser toute notre stratégie industrielle en vue de développer de nouveaux mécanismes pour améliorer les relations entre le gouvernement et l'industrie. A notre avis, cela devrait être fait d'une façon évolutive, et nous devrions commencer en adoptant, secteur par secteur, si petit soit-il, une stratégie conjointe gouvernement/industrie, en vertu de laquelle les partenaires se traitent en égaux, et la considération de cas pris dans la vie réelle, permettrait d'améliorer les rouages des secteurs public aussi bien que privé. D'autres pays l'ont fait . . . L'industrie et le gouvernement doivent unir leurs efforts pour utiliser le double levier de l'industrie et du gouvernement canadien, en vue de relever ce pays par le processus d'innovation.»⁽¹⁾

Nous estimons que l'application efficace de cette approche sectorielle permettra de surmonter certains des obstacles majeurs qui entravent l'innovation industrielle. Elle peut même aider à modifier les fausses attitudes qui existent encore dans le secteur privé à l'égard de la recherche et du développement et peut-être aussi contribuer à assainir le climat technologique engendré par les politiques gouvernementales.

En se fondant sur les opinions exprimées par l'industrie, le Comité soutenait en 1972 que les gouvernements pouvaient inconsciemment et indirectement susciter un climat public peu favorable à l'innovation dans le secteur privé. Pour réduire ce danger, nous recommandions que le Comité interministériel sur l'innovation soit présidé par le MEST et que ses pouvoirs soient accrus de façon qu'il puisse discuter avec les ministres des implications de leurs décisions et de leurs politiques sur le processus d'innovation.